

CABINET B&P

16 rue du Dèvès - 34820 TEYRAN
Port 06 03 02 78 73 - Tel 09 87 51 90 46

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'association d'Aide Ménagère et d'Aide à Domicile des Personnes Âgées et des Familles,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AMPAF, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées en annexe « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

BVP

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations mentionnées en annexe aux points suivants :

- Point 3 sur les conventions comptables appliquées et en particulier la référence au principe de continuité d'exploitation.
- Point 6 « Gestion contrôlée » qui expose que la sous-activité au titre de l'APA, PCH et AS a été constatée dans son intégralité en conformité avec l'arrêté du 05/05/2025, qui traite également de la régularisation du financement de l'avenant 43.
- Point 6 « Résultat de la gestion conventionnée » de l'annexe, qui met l'accent sur l'environnement règlementaire de l'Association, notamment en ce qui concerne le caractère provisoire de l'affectation du résultat, dans l'attente des décisions d'approbation des administrations de contrôle concernées.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- L'appréciation des principes comptables retenus pour l'arrêté des comptes et le choix des méthodes comptables mises en œuvre, sont éclairés par les indications portées dans l'annexe. Nous avons notamment validé les modalités d'application des règles de dépréciation des créances et le principe de continuité d'exploitation.
- Concernant la présentation des comptes dans leur ensemble, nous en avons vérifié la conformité avec les règles généralement admises auxquelles l'association est légalement assujettie en tant qu'organisme de droit privé conventionné. Nous précisons que les modalités d'établissement des documents budgétaires et comptes administratifs, relèvent de traitements indépendants de la comptabilité générale et ne sont pas soumis à notre certification.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Teyran, le 13 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

Cabinet B&P



Béatrice Pouzancre Parent

Annexe :
Description détaillée des responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des
comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BPP

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	188 701	176 318	12 383	29 582
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	866 970		866 970	866 970
Constructions	5 754 417	3 174 447	2 579 971	2 708 150
Installations techniques, matériel et outillage industriels	187 976	109 128	78 848	78 755
Immobilisations corporelles en cours	8 051		8 051	14 320
Autres	1 768 291	929 633	838 659	250 860
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	433 526		433 526	433 526
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	36 143		36 143	37 861
TOTAL I	9 244 076	4 389 525	4 854 551	4 420 025
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	33 693		33 693	37 105
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 059 708	1 358 482	1 701 226	1 544 510
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	974 998		974 998	1 635 752
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 405 250		5 405 250	5 130 287
Charges constatées d'avance	132 453		132 453	117 684
TOTAL II	9 606 101	1 358 482	8 247 619	8 465 338
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	18 850 177	5 748 007	13 102 170	12 885 364

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	10 897 561	10 874 252
Autres		
Report à nouveau	(11 100 807)	(9 723 688)
Excédent ou déficit de l'exercice	240 154	(1 353 810)
Situation nette (sous total)	36 908	(203 246)
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	497 260	121 529
Provisions réglementées		
TOTAL I	534 168	(81 717)
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		85 274
TOTAL II		85 274
PROVISIONS		
Provisions pour risques	456 012	248 994
Provisions pour charges	1 733 021	1 666 831
TOTAL III	2 189 033	1 915 826
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		39 011
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	510 439	584 324
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	7 734 218	7 948 380
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 224	103 949
Autres dettes	110 112	86 785
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 006 975	2 203 531
TOTAL IV	10 378 969	10 965 981
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	13 102 170	12 885 364

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	11 277 913	11 372 394
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	19 956 527	18 667 842
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 739 241	2 033 052
Utilisations des fonds dédiés	85 274	162 952
Autres produits	14	4
TOTAL I	33 058 969	32 236 244
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock	3 412	(5 693)
Autres achats et charges externes	3 687 339	3 693 776
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 236 738	2 178 505
Salaires et traitements	21 597 200	22 559 161
Charges sociales	4 739 357	4 759 010
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	375 725	365 474
Dotations aux provisions	535 379	452 454
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	214 793	216 029
TOTAL II	33 389 944	34 218 715
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(330 974)	(1 982 472)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	36 016	22 354
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	36 016	22 354
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	90	1 247
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	90	1 247
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	35 927	21 108

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	(295 048)	(1 961 364)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	99 533	57 562
Sur opérations en capital	517 344	690 896
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	616 877	748 458
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	79 748	39 834
Sur opérations en capital	1 928	101 070
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	81 676	140 904
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	535 201	607 554
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	33 711 863	33 007 056
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	33 471 709	34 360 866
EXCÉDENT OU DÉFICIT	240 154	(1 353 810)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	172 297	203 869
Prestations en nature	6 561	
Bénévolat	4 306	4 882
TOTAL	183 164	208 751
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	(172 297)	(203 869)
Prestations en nature	(6 561)	
Personnel bénévole	(4 306)	(4 882)
TOTAL	(183 164)	(208 751)